

La facture de l'immigration aux Pays-Bas est plus salée... mais elle est connue ! Chez nous...

écrit par Monique B | 30 décembre 2023





Immigration aux Pays-Bas : une facture de 400 milliards d'euros et des travailleurs immigrés coûtant plus qu'ils ne rapportent

Aux Pays-Bas, la question du coût de l'immigration n'est pas un tabou à l'université d'Amsterdam. Après une [précédente publication](#) en 2021 sur les conséquences de l'immigration sur les finances publiques, voici que l'École d'économie d'Amsterdam (Amsterdam School of Economics) [récidive](#) !

Parmi les auteurs du document récemment publié et intitulé « Borderless Welfare State » (en français « État-providence sans frontières »), figurent de nouveau le célèbre mathématicien Jan van de Beek et Hans Roodenburg, auteur du rapport explosif « Immigration and Dutch Economy » (Bureau Central du Plan néerlandais) de 2003.

Sans réelle surprise, la nouvelle étude de 2023 n'est guère plus flatteuse que la précédente quant à l'impact économique de l'immigration sur les finances publiques. **Une immigration qui ne constitue donc pas, pour les sociétés européennes, la**

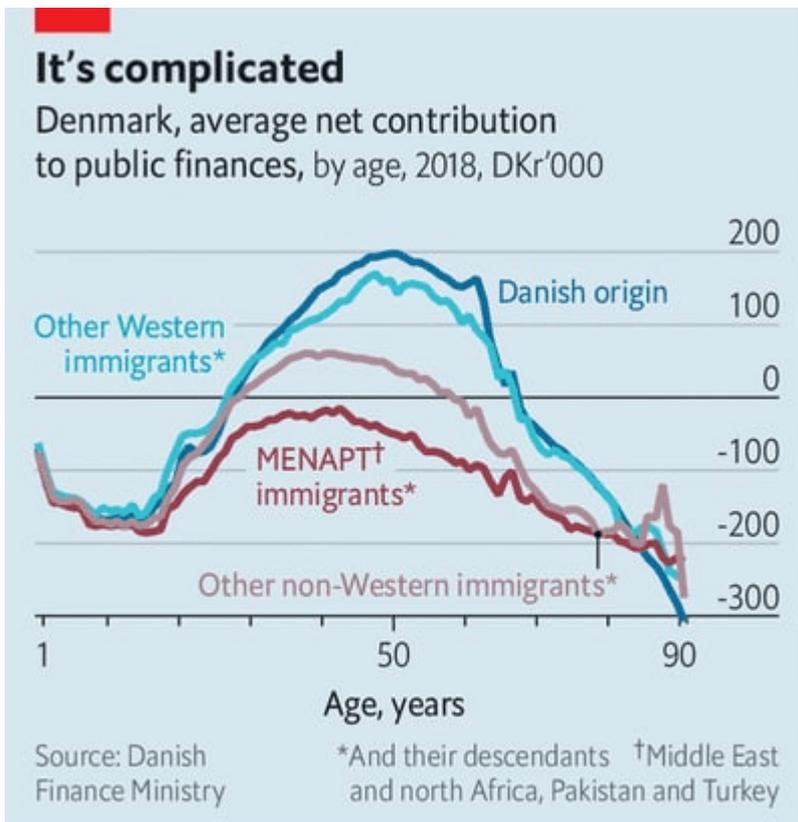
supposée « richesse » vantée par ses promoteurs. Et les chiffres hollandais le prouvent : 400 milliards d'euros, c'est ce que les migrants qui se sont installés aux Pays-Bas entre 1995 et 2019 ont coûté à l'Etat néerlandais.

À titre de comparaison, cela correspond à l'ensemble des revenus générés par le gaz naturel néerlandais depuis les années 1960.

Le gouffre financier des « demandeurs d'asile »

En mettant en évidence les dépenses sociales faramineuses pour les immigrés dans les pays d'Europe occidentale, cette nouvelle étude de l'École d'économie d'Amsterdam vient donc prouver une fois de plus que l'immigration de masse non régulée n'est pas un enrichissement, mais une opération ruineuse à tous points de vue.

Il y a deux ans déjà, le ministère danois des Finances publiait une analyse dans laquelle il examinait les dépenses fiscales pour différents groupes d'immigrés. Les auteurs avaient classé les migrants en trois catégories : les occidentaux, les pays MENA (pour « Middle East and North Africa » à savoir Proche-Orient, Afrique du Nord, Pakistan et Turquie) et les non occidentaux.



The Economist

Pour sa part, l'étude hollandaise propose une différenciation nettement plus précise, qui englobe 42 régions d'origine. Ainsi, la deuxième génération de familles de travailleurs immigrés turcs n'est pas mise dans le même panier que les migrants originaires de Syrie fraîchement arrivés aux Pays-Bas. En outre, la publication a recensé les motifs des personnes interrogées pour immigrer aux Pays-Bas. Celles-ci sont réparties en quatre catégories : le travail, les études, les raisons familiales et l'asile.

Les données montrent que la dernière catégorie coûte des sommes particulièrement élevées. Chaque demandeur d'asile creuse un trou de 475 000 euros en moyenne dans le budget de l'Etat pendant son séjour. Dans le cas des régions d'origine comme la Corne de l'Afrique, le déficit est encore plus élevé : un migrant originaire de ce coin du monde coûte 600 000 euros aux Pays-Bas. La situation est différente pour l'immigration de travail en provenance du Japon ou d'Amérique du Nord. Avec 625 000 euros par immigré, elle remplit les caisses.

En outre, l'étude met en évidence les effets de génération.

Ses auteurs soulignent avec force que l'immigration ne constitue pas un investissement économique à long terme :

« Les groupes de migrants pour lesquels la première génération apporte un bénéfice net considérable ne présentent généralement pas le même résultat pour la deuxième génération. Cette génération, bien qu'elle soit plus ou moins bien intégrée, est en général à peu près neutre sur le plan budgétaire. **Les groupes d'immigrés pour lesquels la première génération apporte une contribution nette négative ont généralement une deuxième génération qui apporte également une contribution nette négative** ».

L'idée largement répandue selon laquelle « les choses s'améliorent avec le temps » ne s'applique donc pas, souligne Jan van de Beek. **Pour la contribution financière la plus négative – à savoir celle de la première et la deuxième génération d'immigrés de la Corne de l'Afrique qui s'installent durablement – les coûts nets cumulés s'élèvent en moyenne à 1 150 000 euros.**

Mythes et réalités de l'immigration économique

Par ailleurs, cette analyse des coûts prend en compte non seulement les coûts directs tels que l'aide sociale ou les frais de santé directs, mais aussi les coûts indirects tels que les investissements dans les infrastructures (construction de logements, écoles, etc.). Cela permet de chiffrer plus précisément le coût social global de l'immigration.

Jan van de Beek remet aussi en cause certains mythes liés à l'immigration économique. **« Ce n'est pas parce que les immigrés travaillent », résume-t-il, « qu'ils apportent automatiquement une contribution nette positive au budget de l'État (...)**. Les groupes ayant un taux d'emploi relativement élevé et un recours relativement faible aux prestations peuvent également apporter une contribution nette négative

».

C'est notamment le cas de ceux qui ont un faible niveau d'éducation et un faible revenu, qui reçoivent relativement beaucoup de prestations liées au revenu et qui, en contrepartie, paient peu d'impôts et de taxes.

Crédit photo : DR (photo d'illustration)

[cc] [Breizh-info.com](https://www.breizh-info.com), 2023, dépêches libres de copie et de diffusion sous réserve de mention et de lien vers la source d'origine

<https://www.breizh-info.com/2023/12/26/228294/pays-bas-400-facture/>